
Économie et histoire de la pensée économique, XVII^e-XIX^e siècle

Jean-Yves Grenier, Maurice Aymard, Gilles Postel-Vinay et Alessandro Stanziani



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/19232>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2009

Pagination : 239-241

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Jean-Yves Grenier, Maurice Aymard, Gilles Postel-Vinay et Alessandro Stanziani, « Économie et histoire de la pensée économique, XVII^e-XIX^e siècle », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], 1 2009, mis en ligne le 15 mai 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/19232>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Économie et histoire de la pensée économique, XVII^e-XIX^e siècle

Jean-Yves Grenier, Maurice Aymard, Gilles Postel-Vinay et Alessandro Stanziani

Jean-Yves Grenier, Maurice Aymard, Gilles Postel-Vinay, *directeurs d'études*
Alessandro Stanziani, *directeur de recherche au CNRS*

Critique de l'économie historique : jeunes et vieux, les âges de la vie

- 1 LE choix du titre du séminaire a répondu à plusieurs exigences. La première était de préférer une définition plus englobante et plus souple à une approche sectorielle, isolant par exemple des catégories qui sont au cœur des débats contemporains, comme « jeunes » et « vieux ». La seconde était, pour saisir des situations éminemment fluctuantes, d'éviter d'avoir à préciser des limites entre ces différents âges, qui sont elles-mêmes un objet d'histoire, car elles ont varié aussi bien à long terme qu'à des échelles chronologiques plus brèves, et ont porté longtemps (et continuent à porter aujourd'hui) la marque des hiérarchies sociales, professionnelles et culturelles, ainsi que des inégalités liées au genre.
- 2 Ce séminaire, comme ceux qui l'ont précédé dans le cadre de ce projet dédié à l'économie historique, a visé à rapprocher et confronter des approches et des classements disciplinaires qui restent trop souvent éloignés l'une de l'autre. Économistes et sociologues privilégieront ainsi l'opposition entre les « actifs » et les autres (dont le travail, bien réel, est rarement pris en compte), les écarts qui séparent les pratiques des normes, et donc des représentations sur lesquelles s'appuient les institutions pour fixer des règles, constituant à la fois des contraintes et des modèles. Les premiers chercheront également à formaliser des couples comme production/consommation ou épargne-investissement/ transferts (par la dot et la succession notamment) d'une façon plus complexe que le modèle des « cycles de vie ». Les

historiens disposent pour leur part d'une imposante information accumulée dans le cadre d'autres recherches, mais largement sous-exploitée, en dehors du cadre strict de l'interrogation de départ : ainsi pour la démographie historique (nombre et échelonnement des naissances, veuvage et remariage, mort du père et de la mère, orphelins, familles recomposées, pyramides d'âges, etc.) ou pour l'anthropologie historique (pratiques et règles d'établissement des enfants et de transmission des patrimoines, successions et dots, transmission du nom, du statut, du métier, du réseau de relations sociales, hiérarchies de fait entre enfants selon le rang et le sexe, rôle et statut du gendre, etc., mais aussi héritage immatériel...). S'y ajoute le fait qu'ils ont souvent tendu à considérer comme stables, en tous ces domaines, des situations qui n'ont cessé d'évoluer, et d'être transformées par l'apparition de nouvelles institutions et législations, et par des changements plus silencieux.

- 3 Le séminaire a commencé par l'étude des institutions qui ont préparé, tout au long de l'époque moderne, l'introduction progressive d'une classification par âge de plus en plus fine et précise de différents segments de la population : généralisée ensuite, entre XIX^e et XX^e siècles, à l'ensemble des habitants, celle-ci apparaît aujourd'hui comme le mode de gestion rationnelle de référence par les États de leur capital humain, et donc comme l'une des composantes des politiques publiques. À des institutions reconnues comme l'apprentissage, encadré dès la fin du Moyen Âge par des contrats notariés répondant à des modèles préétablis, ou officieuses mais tolérées et parfois utilisées par les autorités municipales comme les abbayes de jeunesse, le collège et la conscription militaire viennent ajouter une dimension nouvelle. Pour le collège, celle d'une acquisition, échelonnée dans le temps, de connaissances considérées comme générales et formatrices, et comme qualifiant un niveau social et culturel, limitée à des couches restreintes de la population masculine, et préparant à l'acquisition ultérieure des savoirs nécessaires à l'exercice de certains métiers (médecine, droit, théologie, métiers de l'ingénieur, cadres militaires). Pour l'armée, l'inventaire général et la mobilisation totale ou partielle, pour une durée susceptible de varier, de tous les jeunes hommes nés la même année. Ce qui suppose un enregistrement précis, d'abord assumé par les Églises, puis repris en charge par les États, des naissances, des morts et des mariages qui est la condition nécessaire de toute statistique.
- 4 Ont été envisagés ensuite les problèmes complexes des transferts entre génération. D'un côté, l'étude des pratiques familiales, réglées de façon plus ou moins contraignantes par le droit ou la coutume, et concernant le choix du conjoint, la dotation et l'émancipation des enfants, la transmission des biens matériels ou symboliques, des charges, et des positions sociales et professionnelles. De l'autre, dans la perspective du livre de Peter Lindert, *Growing public social spending and economic growth since the eighteenth century* (CUP, 2004) les débats et les choix concernant les politiques publiques en matière d'éducation, de retraites et de transferts sociaux.
- 5 Le séminaire se poursuivra sur le même thème en 2008-2009.

INDEX

Thèmes : Histoire, Histoire et civilisations de l'Europe